



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 7 avril 2024 N° 504 PRIX : 0,60 Euro

Au Sénégal comme ailleurs, l'avenir des travailleurs ne se décide pas dans les urnes mais par leurs luttes.



Diomaye Faye, le nouveau président sénégalais qui se dit «anti-système», au milieu de ses deux épouses.



Ousmane Sonko (nouveau 1^{er} ministre) demande la protection d'un marabout.

- **Sommaire au verso**
-

Sommaire

Éditorial

Au Sénégal comme ailleurs, l'avenir des travailleurs ne se décide pas dans les urnes mais par leurs luttes.

Pages 3-5 Côte d'Ivoire

▶ L'État complice des empoisonneurs et des exploiteurs.

▶ Interdiction des banabanas : une nouvelle attaque contre les pauvres !

▶ Ceux qui font leur beurre avec le cacao !

▶ Prolifération de cliniques illégales, conséquence de l'incurie de l'État.

Pages 5-6 Madagascar

▶ Pendant que des fortunes se bâtissent sur la sueur des travailleurs, le pouvoir malgache traque impitoyablement les gens pauvres qui émigrent vers Mayotte.

Pages 5-8 Afrique

▶ Aggravation des violences et des oppressions imposées aux femmes.

Pages 8-10 Il y a 30 ans au Rwanda :

▶ L'impérialisme français responsable et coupable.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

AU SÉNÉGAL COMME AILLEURS, L'AVENIR DES TRAVAILLEURS NE SE DÉCIDE PAS DANS LES URNES MAIS PAR LEURS LUTTES

Les populations pauvres au Sénégal ont fêté dans la liesse l'élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence et la chute du président Macky Sall qui ne voulait pas lâcher le pouvoir.

Dans ce pays, la situation des travailleurs et des pauvres ne cesse de s'aggraver d'année en année. Le coût de la vie augmente alors que le chômage touche toutes les familles. La majorité de la population vit de petits métiers ou d'un travail précaire comme journalier, avec un salaire de misère qui ne permet pas de vivre dans la dignité. Dans leur grande majorité, les travailleurs sont contraints d'habiter dans des bidonvilles ou des quartiers précaires. C'est tout cela qui pousse de nombreux jeunes à fuir leur pays pour rejoindre l'Europe, en traversant la mer sur des pirogues, au risque de leur vie.

Durant la campagne électorale, Diomaye Faye et son parti le Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) ont dit qu'ils lutteront contre la cherté de la vie, créeront des emplois et combattront la corruption. C'est-là une chanson bien connue de tous les bonimenteurs qui cherchent à accéder à la mangeoire gouvernementale.

Au début, il fera peut-être bien un petit geste en abaissant, ici le prix du riz, là celui de l'électricité. Mais tout cela sera bien éphémère et dérisoire comparé au fossé qu'il y a entre les bas salaires, les bas revenus de la majorité de la population et la hausse vertigineuse du coût de la vie survenue lors de ces dernières années.

Alors, autant dire que les travailleurs et les populations pauvres du Sénégal perdront assez vite leurs illusions. Beaucoup se souviennent encore de l'enthousiasme et de l'espoir qu'avaient suscité l'arrivée au pouvoir de « l'opposant » Abdoulaye Wade après son élection en avril 2000. Durant sa campagne électorale celui-ci avait promis monts et merveilles, mais une fois au pouvoir tout a continué comme avant. Il n'y a eu ni amélioration des conditions d'existence des travailleurs, des petits paysans et des chômeurs, ni véritable lutte contre la corruption, ni meilleure « gouvernance » comme promis. Les proches de Wade, à commencer par son propre fils Karim, ont été les premiers à s'en mettre plein les poches !

Quelques mois plus tard, en octobre 2000, ce sont les travailleurs et les populations pauvres de Côte d'Ivoire qui

ont vu l'arrivée au pouvoir de Gbabgo. Celui-ci se disait « socialiste » et avait subi la prison et l'exil au temps de la dictature d'Houphouët Boigny. Mais une fois au pouvoir, c'est aux travailleurs qu'il a demandé de se serrer la ceinture, pendant que de l'autre côté il gavait les riches locaux et surtout les capitalistes des pays impérialistes, notamment les banquiers !

Qu'ils soient en treillis militaires, arrivés au pouvoir par un coup d'État comme récemment au Mali, Burkina, Faso Niger puis au Gabon, ou des civils bon teint comme Diomaye Faye au Sénégal, ces hommes sont animés avant tout par leur ambition d'être au sommet de l'État et de bénéficier des privilèges de leur poste. Tant qu'ils ne s'opposent pas véritablement aux intérêts des grands capitalistes, notamment à ceux des grandes puissances impérialistes, ils seront tolérés par ces derniers. En tout cas, les

travailleurs et tous les laissés-pour-compte de cette société capitaliste ne peuvent pas compter sur ces dirigeants-là pour mettre fin à la misère et à l'oppression qui découlent de la domination du capitalisme à l'échelle mondiale.

Voilà pourquoi les paroles de Karl Marx proclamant que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », restent d'une grande actualité. C'est, munis de cette conscience et de la confiance en leurs propres forces que les travailleurs doivent construire leur organisation politique et préparer leur combat à mort contre la bourgeoisie qui les exploite. En luttant pour leur émancipation, ils libéreront l'ensemble de la société écrasée par ce système basé sur la loi de l'exploitation et du profit individuel et qui sème la misère et la guerre aux quatre coins de la planète.

Côte d'Ivoire

L'ÉTAT COMPLICE DES EMPOISONNEURS ET DES EXPLOITEURS !



Des habitants du village d'Ajahui Coubé, dans la commune de Port-Bouët, ont ramassé des poissons morts sur la lagune pour les consommer. Ici, les autorités sont venues leur expliquer que c'est « dangereux ».

À la suite de la mort massive de poissons dans la lagune Ébrié au mois de mars, le directeur du CIAPOL (Centre Ivoirien Antipollution) a accordé une interview pour donner les suites des analyses effectuées sur ces poissons.

Il a expliqué, sans langue de bois, que ces poissons sont absolument impropres à la con-

sommation car ils ont accumulé un taux de mercure et autres polluants qui peuvent être mortels pour celui qui les consomme ou qui peuvent causer des maladies graves comme le cancer.

Cette pollution, explique-t-il, a deux principales origines. D'une part, il y a les eaux usées des ménages qui se déversent directement dans la lagune du fait que de nombreux immeubles d'habitation sont directement connectés sur les canalisations des eaux pluviales qui rejoignent la lagune. D'autre part, il y a les eaux usées d'origine industrielle qui sont déversées en toute illégalité dans la même lagune. C'est toute cette pollution qui empoisonne les poissons et les personnes qui les consomment.

Ce monsieur a aussi montré toute son impuissance face à cette situation qui demanderait des mesures énergiques. Le rôle du CIAPOL qu'il dirige est justement de surveiller la pollution industrielle régie par une règlementa-

tion. Mais il avoue qu'il n'a pas « les moyens de sévir », ni contre les branchements illégaux provenant des immeubles d'habitation, ni contre les industriels qui en font autant. Pourtant, il explique qu'avant toute implantation d'une usine, il y a normalement une étude d'impact environnemental et social au préalable. Ensuite, il est demandé à ces industriels de réaliser des ouvrages d'assainissement pour réduire la toxicité de leurs eaux usées. Mais, « est-ce qu'ils le font vraiment ? » se demande le directeur. À cette question, il répond : « je n'en ai aucune idée » alors qu'il est en principe le mieux placé pour le savoir ! C'est à se demander s'il sert à quelque chose dans la protection de la lagune.

En fait, il en va exactement de même pour la protection des travailleurs en ce qui concerne

les accidents du travail. Il existe des textes de lois prétendument destinés à « protéger » les travailleurs. Mais dans les faits, ils ne servent pas à grand-chose puisque les patrons font ce qu'ils veulent, l'État ferme les yeux sur leurs infractions et en cas d'accidents, ils s'en sortent toujours à bon compte.

Les droits des travailleurs ont toujours été bafoués dans ce pays et si les travailleurs n'opposaient pas une lutte quotidienne pour défendre leur dignité, ils seraient réduits à l'état de simples esclaves.

L'État montre en fait sa vraie fonction, celle d'être un instrument qui permet à la bourgeoisie de s'enrichir au détriment des travailleurs et des classes populaires.

INTERDICTION DES BANABANAS : UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES

En ce début du mois d'avril, le ministre-gouverneur, Cissé Baongo, vient d'annoncer l'interdiction de la mendicité et des ventes ambulantes sur les grands axes d'Abidjan.

Cette décision est un coup de plus que les autorités donnent aux pauvres qui essaient de survivre pour ne pas crever de faim. Ces vendeurs ambulants, hommes, femmes et enfants, proposent des articles aux usagers de la route en se faufilant entre les véhicules.

Cette activité est risquée parce qu'à tout moment on peut se faire écraser. Mais ont-ils d'autres choix ? Les bas salaires de leurs parents ou de leurs maris dont beaucoup travaillent sur les chantiers et dans les usines, ne permettent pas d'assurer les besoins de la famille, d'autant moins que le coût de la vie monte en flèche. Pendant ce temps, Cissé Baongo et les siens dorment tranquillement sur leurs deux oreilles en pensant à leur carrière et leurs comptes en banque.

CEUX QUI FONT LEUR BEURRE AVEC LE CACAO

Avec le prix du cacao qui atteint les 6050 FCFA le kilogramme sur le marché mondial, les capitalistes font leur beurre et ramassent en même temps l'argent du beurre. Qui sont-ils ?

Ce sont d'abord, bien sûr, les sociétés multinationales telles que Nestlé, Hershey, Barry Callebaut et autre Cargill, qui font de la spéculation après avoir acheté cette production à 1000 Fr le kilogramme au prix bord-champ. Même si le gouvernement vient de fixer le nouveau prix d'achat à 1500 Fr lors de la « petite campagne » qui arrive, cela ne mettra pas ces multinationales sur la paille, vu

le niveau du prix actuel du cacao à l'international.

À côté de ces multinationales, il y a les « gros planteurs », dont ces hauts dignitaires du pouvoir, qui ont fait fortune à l'ombre de l'État et sous sa protection, depuis la présidence d'Houphouët-Boigny. Beaucoup d'entre eux possèdent des centaines d'hectares chacun. Le plus connu étant un certain Aka Georges Blehoué, un proche de Gbagbo décédé en 2021. Il était aussi le « Président du Conseil national des sages » de la filière Café-Cacao. Il possédait 2000 ha de cultures diverses dont des plantations de cacao.

Les Bédié, Kablan Duncan et compagnie ne doivent pas être bien loin. Comme de nombreux dignitaires, ils se cachent parfois derrière des prête-noms. Ceux qui portent le titre de « gros planteurs », ne plantent pas eux-mêmes le cacao qui fait leur fortune, tout comme les multinationales n'ont pas besoin de posséder un seul hectare de plantation pour s'enrichir avec le cacao, le coton, le palmier à huile, l'hévéa et autres.

Ce sont les ouvriers qui sont à la base de la production du cacao, comme de toutes les productions. Ici, en premier, il y a les ouvriers agricoles dont beaucoup sont originaires des pays voisins, venus migrer en Côte d'Ivoire pour trouver du travail. L'agriculture est une grande pourvoyeuse de main-d'œuvre, y compris de main-d'œuvre infantile. Après les ouvriers agricoles, il y a toute la chaîne d'ouvriers qui œuvrent à différentes étapes de la

production jusqu'au chargement des bateaux.

Même si le nouveau prix du cacao est passé de 1000 Fr à 1500 Fr, on peut être certain qu'aucun de ces capitalistes, ni les multinationales, ni ces gros planteurs, n'augmenteront les salaires des travailleurs qui sont pourtant bien à l'origine de toute cette richesse.



Sur le port d'Abidjan, des ouvriers préparent des sacs de cacao destinés à l'exportation. (Photo DR)

PROLIFÉRATION DE CLINIQUES ILLÉGALES, CONSÉQUENCE DE L'INCURIE DE L'ÉTAT

Dans la seule région du Cavally, avec une population d'environ 500 000 habitants, ce sont 123 cliniques banabanas qui ont été fermées par les autorités.

Rapporté à l'échelle nationale, il y a probablement des milliers de cliniques qui exercent illégalement et mettent à mal la

santé de populations pauvres qui n'ont souvent pas d'autres recours.

Évidemment, ces cliniques ont des pratiques hygiéniques douteuses et le personnel qui y travaille n'a pas toujours les qualifications requises. Si ce genre de clinique foisonne c'est à cause de la pauvreté ambiante et de l'incurie de l'État.

Madagascar

PENDANT QUE DES FORTUNES SE BÂTISSENT SUR LA SUEUR DES TRAVAILLEURS, LE POUVOIR MALGACHE TRAQUE IMPITOYABLEMENT LES GENS PAUVRES QUI ÉMIGRENT VERS MAYOTTE.

Les gendarmes du pays sont à la recherche de quatre Malgaches ainsi que des Somaaliens et des Éthiopiens, tous fugitifs pour tenter d'échapper au coup de filet des forces de l'ordre. Ce n'est pas la première fois qu'une telle chose se produit : le 20 juillet dernier, 29 ressortissants malgaches dont 12 hommes, 15 femmes et deux enfants, ont été renvoyés manu militari par avion depuis Mayotte vers Nosy-Be, île malgache située au nord-ouest du pays.

Pour certains de ces rapatriés le retour vers Madagascar signifie l'abandon d'une vie qu'ils avaient construite depuis une dizaine d'années à l'île française Mayotte voisine, dans laquelle ils étaient pourtant réduits à mener une existence de parias constamment traqués. Les migrants malgaches espéraient trouver à Mayotte une vie meilleure. Leur arrestation puis leur expulsion ont brutalement mis un terme à cet espoir.

D'après les statistiques de la préfecture de Mayotte, 503 malgaches en situation irrégulière ont été reconduits par voie aérienne au cours de l'année 2022. Une grande partie d'entre eux provenaient des localités situées sur la pointe nord du pays, endroits où sont cultivés café, cacao, vanille, clous de girofle, noix de coco, litchis ...

Le sort des travailleurs et des classes pauvres importe peu aux dirigeants malgaches. Ils laissent les mains libres au patronat lorsque celui-ci impose des salaires de misère et des conditions de travail démentes dans les bagnes de la production que sont devenus les ateliers de transformation de la vanille. En ce qui concerne la cueillette puis le séchage des clous de girofle, les travailleurs ne sont pas lotis à meilleure enseigne. C'est avec la sueur des travailleurs et des petits producteurs que se réalisent les profits que les propriétaires de l'industrie parapharmaceutique engrangent lorsqu'ils font fabriquer des huiles essentielles.

La fève de cacao est entraînée dans une fièvre spéculative dans les places boursières de New York et de Londres. Cela a multiplié par 2,8 son cours en bourse. Par contre aux travailleurs du cacao, aux petits producteurs dont près de 80% vivent dans la misère, la flambée spéculative ne rapportera rien.

En cette période de crise, l'exploitation capitaliste devient de plus en plus impitoyable : cela se traduit par la suppression de multiples emplois et par l'accomplissement des mêmes tâches par moins de travailleurs que durant les périodes précédentes où il y avait moins de chômage. Et aux acheteurs qui habitent dans les pays riches, les capitalistes des circuits de distribution imposent des augmentations de plus en plus élevées des prix à la consommation.

C'est pourquoi, face aux exploiters capitalistes, les travailleurs des pays riches et ceux des pays pauvres, ont intérêt à trouver les chemins de leur union pour bâtir ensemble un monde meilleur débarrassé de la dictature des capitalistes.



Afrique

AGGRAVATION DES VIOLENCES ET DES OPPRESSIONS IMPOSÉES AUX FEMMES.

Malgré toutes les prétendues actions en faveur des femmes en Afrique, les conditions générales dans lesquelles se trouve la majorité des femmes sur ce continent ne s'améliorent pas, mais au contraire s'aggravent en même temps que se dégradent les conditions d'existence de la majorité de la population. Opprimées parmi tous les opprimés, les femmes subissent doublement les conséquences des crises économiques, des guerres et des ravages du

système capitaliste.

Butins de guerre, viols, raptés ...

Au Congo (RDC), les bandes armées qui sèment la terreur pour l'accaparement des richesses minières au profit des firmes capitalistes des pays riches d'occident et d'ailleurs, s'en prennent particulièrement aux femmes qu'elles transforment en « butins de guerre », qu'elles violent et tuent.

C'est leur manière de terroriser des populations entières.

Au Nigéria, des filles sont kidnappées presque quotidiennement sans que cela n'inquiète les autorités publiques. Elles sont emmenées de force dans des endroits où l'État n'intervient pas et sont échangées parfois contre une rançon. On se souvient encore de l'enlèvement spectaculaire de 276 écolières à Chibok, dans le nord-est du Nigeria, par les jihadistes de Boko Haram en 2014. Cela a eu un retentissement mondial et a choqué beaucoup de personnes. Les autorités de ce pays ont fait semblant de mener quelques opérations militaires spectaculaires, histoire de montrer qu'elles agissent résolument contre ce fléau, mais les kidnappings « quotidiens » moins médiatisés continuent toujours 10 années après celui de Chibok.



Le 13 avril 2017, trois ans après l'enlèvement de leurs filles au lycée de Chibok, des parents continuent de manifester (ici à Lagos) pour demander au gouvernement de libérer leurs enfants, toujours entre les mains de Boko Haram.

Victimes du sous-développement, des préjugés religieux et traditionnels.

Dans de nombreuses régions d'Afrique, même là où il n'y a pas de guerre, la survie de la majorité des familles de paysans pauvres dépend essentiellement des efforts surhumains que les femmes doivent accepter de faire pour nourrir la famille, aller chercher de l'eau et du bois de chauffage jusqu'à faire des kilomètres à pieds et les transporter sur le dos ou la tête.

Dans certains endroits, sous la pression des mouvements intégristes musulmans no-

tamment, mais aussi à cause de la misère qui pèse sur une grande partie de la population, les filles ne peuvent pas accéder à l'école et sont condamnées au mariage forcé dès leur plus jeune âge. Elles sont parfois échangées contre du bétail ou contre un peu d'argent.

Les hommes au pouvoir autorisent parfois que des femmes soient nommées à des postes de prestige mais c'est surtout pour mieux masquer leur impuissance et leur complicité dans la survivance de l'obscurantisme au nom de la défense des traditions et des « valeurs africaines ».

Vers la légalisation des mutilations sexuelles féminines ?

Sous la pression de l'opinion publique internationale et des mouvements de femmes africaines se battant pour l'interdiction de la pratique de l'excision, certains États africains ont fini par accepter de pondre des lois dans ce sens mais sans mettre le poids de l'appareil d'État pour lutter véritablement contre cette pratique moyenâgeuse mutilatrice. Il n'est pas alors étonnant que l'excision ne recule pas, même là où elle est interdite officiellement.

Récemment en Gambie, Adama Barrow (arrivé au pouvoir en janvier 2017) a tenté de supprimer une loi datant de 2015 pénalisant l'excision. Il a cédé aux forces réactionnaires traditionalistes et religieuses qui s'opposent à ce que soient introduites dans ce pays des normes qualifiées d'« occidentales » au détriment des coutumes ancestrales qu'ils veulent perpétuer jusqu'à la fin des temps !

Malgré des menaces et des pressions venues des ces milieux réactionnaires, des femmes ont osé sortir dans la rue le 18 mars 2024 pour protester contre le projet de loi dépenalisant l'excision. Leur mobilisation, même si elle n'a pas encore abouti à l'abandon définitif de ce projet de loi, a déjà permis de le suspendre, mais pour combien de temps encore ? Ce qui est sûr c'est que le gouvernement d'Adama Barrow

compte plus sur l'appui des milieux traditionalistes musulmans entre autres, que sur celui des organisations qui luttent contre les violences faites aux femmes.



Le 18 mars 2024, des femmes manifestent devant le parlement à Banjul (Gambie), contre un projet de loi qui veut légaliser de nouveau l'excision.

Élection d'un polygame à la présidence du Sénégal.

Au Sénégal aussi il y a des associations de femmes qui luttent depuis plusieurs années contre les mutilations sexuelles imposées aux jeunes filles mais aussi contre les mariages forcés et autres coutumes rabaisant les femmes à la position d'inférieure par rapport aux hommes. Mais avec l'arrivée au

pouvoir d'un polygame avéré comme Diomaye Faye, il est sûr que ces associations ne pourront pas compter sur lui pour les aider à lutter contre l'oppression et les violences faites aux femmes. Lui comme Ousmane Sonko, le président de son parti politique (le Pastef) et en même temps son actuel Premier ministre, se sont surtout distingués par leur alignement devant les grands marabouts réactionnaires qui règnent comme des monarques intouchables dans leurs fiefs de Touba et autres « lieux saints » du pays.

C'est toute la société capitaliste qui est basée sur la violence et l'exploitation.

Pour les travailleurs qui veulent bâtir une société plus juste et plus humaine, de même que pour celles et ceux qui veulent une société égalitaires permettant aux femmes et aux hommes de vivre sans oppression, c'est le même combat contre le capitalisme et contre toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme qui permettra de libérer toute la société des entraves héritées des temps immémoriaux.

Rwanda

IL Y A 30 ANS AU RWANDA : L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS RESPONSABLE ET COUPABLE

Nous reproduisons ci-dessous un article publié par nos camarades de Lutte Ouvrière dans leur hebdomadaire n° 2905, daté du 5 avril 2024.

Le 6 avril 1994, à 20 h 30, le dictateur du Rwanda, mourait lors du crash de son avion, abattu par un missile. Quelques minutes après, dans les rues de la capitale Kigali, les miliciens du pouvoir hutu formaient les barrages sur lesquels commençaient les massacres de membres de l'ethnie tutsie et d'opposants politiques. Le génocide qui débutait allait durer 100 jours et faire plus de 800 000 morts.

Dans tout le pays, les victimes sont alors assassinées par milliers sur les barrages ou pourchassées dans leur maison, dans les hôpitaux, dans les forêts où elles se ca-

chent. La grande majorité des notables politiques ou religieux, tous liés au pouvoir, aident à regrouper et enfermer, pour faciliter leur extermination, ceux qui tentent de fuir ou de se protéger dans des écoles ou des églises. Les miliciens distribuent des armes et des machettes aux habitants, forçant y compris les voisins des victimes à participer à la tuerie, sous peine d'être exécutés eux-mêmes.

Pendant des semaines, les cadavres vont joncher les rues de toutes les villes et de tous les villages et la capitale devient un immense charnier. Aucun des nombreux

officiers ou représentants des grandes puissances présents sur place ne peut échapper aux hurlements des victimes, des femmes violées, des enfants découpés à la machette après avoir vu leurs parents mourir. Et pourtant aucune capitale occidentale ne fera quoi que ce soit pour tenter d'arrêter le massacre.



L'armée française dans l'opération Turquoise au Rwanda (Photo Nicolas José SIPA).

L'héritage de la colonisation

Pour comprendre les raisons de cette horreur, il faut remonter à la colonisation du Rwanda. C'est pour imposer sa domination coloniale que la Belgique, succédant à l'Allemagne, y développa une politique de division au sein de la population. La partie tutsie fut favorisée au détriment des deux autres groupes : les Hutus et les Twas. Dans les années 1930, l'instauration de cartes d'identité portant mention de l'ethnie figea ces divisions et renforça les haines. De l'Inde à la Palestine, les puissances coloniales usaient partout du même procédé de division, avec des conséquences tout aussi criminelles.

Lors de la marche vers l'indépendance, le pouvoir belge favorisa cette fois l'accession au pouvoir des Hutus. L'Église catholique belge appuya même la propagande pour une « révolution sociale », cache-sexe de massacres de Tutsis, présentés comme des privilégiés. Des centaines de milliers de ceux-ci s'exilèrent pour échapper à la mort lors de l'indépendance. En 1962, les autorités belges remirent ainsi le pouvoir à des politiciens rwandais dont la base politique était la haine des Tutsis et la défense des Hutus. Dès lors, les massacres de Tutsis allaient accompagner chaque crise traver-

sée par le pouvoir. En 1973, un coup d'État installa au pouvoir Juvénal Habyarimana, entouré d'une clique d'officiers et de civils se voulant encore plus extrémistes.

La France fit de cette dictature sanglante et ouvertement raciste un allié solide. Habyarimana devint un ami de Giscard d'Estaing, puis de Mitterrand, et des accords militaires lièrent les deux pays. La bourgeoisie française cherchait à conquérir de l'influence dans cette région car malgré toutes ses sales manœuvres depuis les indépendances, elle perdait de son influence économique et politique en Afrique. Le Rwanda était idéalement positionné pour être un élément clef dans la concurrence entre impérialistes français, anglais et américain.

En octobre 1990, le Front patriotique rwandais (FPR), formé par des opposants tutsis, lança une offensive sur Kigali, à laquelle l'armée rwandaise s'avéra incapable de résister. Mais une victoire du FPR, lié aux États-Unis, était inacceptable pour la France, qui accrut son soutien militaire, s'impliqua directement dans les combats et livra massivement des armes.

Un massacre bien préparé

La dictature rwandaise alimentait les violences contre les Tutsis, présentés comme l'ennemi de l'intérieur. Les milices du parti au pouvoir, les Interahamwe, dressaient des listes de gens à abattre. La radio-télévision officielle, dite Radio des Mille Collines, appelait quasiment à l'extermination des Tutsis traités communément de cafards. De 1990 à 1994, la presse internationale fit état de massacres sporadiques. Le génocide se préparait.

En août 1993, sous la pression des grandes puissances, Habyarimana accepta de signer avec le FPR un accord pour le partage du pouvoir. Les cercles extrémistes autour de lui firent tout pour empêcher son application. La crainte de perdre le pouvoir accéléra la préparation du génocide, seul moyen à leurs yeux de le garder. C'est d'ailleurs l'attentat dont fut victime Ha-

byarimana, en revenant d'une nouvelle négociation régionale pour trouver une solution, qui le déclencha. Dans les jours suivants, un nouveau gouvernement regroupant les plus extrémistes du régime, fut mis en place dans les salons de l'ambassade de France.

Le génocide fut nié par la grande presse française, qui reprit servilement, comme dans les pires dictatures, les mensonges du pouvoir. L'ONU finit par interdire les livraisons d'armes au Rwanda, mais des banques françaises servirent encore d'intermédiaires pour le trafic d'armes. Au bout de trois mois, quand les grandes puissances firent semblant de s'alarmer de la situation, l'ONU permit à la France de lancer une opération dite humanitaire, qui cachait en réalité la volonté de protéger la fuite des génocidaires armés vers le Congo voisin. Ajoutant du cynisme à la barbarie, Mitterrand alla en novembre 1994 jusqu'à parler des : « *chefs locaux qui décident délibérément... de régler des comptes à coups de machette* ».

Il fallut vingt-sept ans avant qu'un dirigeant de l'État français, Macron admette la responsabilité de celui-ci dans le génocide de 1994. Encore tenta-t-il de la faire retomber principalement sur les épaules de Mitterrand, qui avait l'avantage d'être mort. Cela représente vingt-sept ans de mensonges, de faux témoignages et, en parallèle, de protections accordées aux génocidaires.

Quoi qu'ils fassent pour le nier, il reste que tous les responsables politiques français de l'époque ont les mains couvertes du sang des femmes, des hommes, des enfants et des vieillards exterminés. Il ne s'est agi ni d'erreurs, ni d'un manque de connaissances de leur part. Tous savaient ce que préparait la dictature rwandaise de l'époque, et ce n'est pas une formule.

En ce mois d'avril 1994, François Mitterrand était bien président de la République, mais avec un gouvernement de cohabitation, dont l'homme de droite Édouard Balladur était Premier ministre. Alain Juppé était son ministre des Affaires étrangères et Dominique de Villepin dirigeait son cabinet. Charles Pasqua était ministre de l'Intérieur ; le « modéré » François Bayrou était ministre de l'Éducation nationale et François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur. Simone Veil, elle-même rescapée des camps de la mort et considérée comme un exemple d'honnêteté politique, était ministre des Affaires sociales. Sarkozy était porte-parole de ce gouvernement et Hubert Védrine secrétaire général de l'Élysée.

Cette brochette de représentants de la bourgeoisie française a fait passer la défense des intérêts capitalistes avant la vie d'un million de personnes. Que l'on ne s'y trompe pas : demain, si les intérêts des bourgeois français sont en jeu, les mêmes ou leurs successeurs pourront le refaire.

Information à nos lecteurs.

À compter du prochain numéro du mois de mai 2024, le prix de notre journal sera porté à un euro. Le prix de l'abonnement (en éco-pli) pour 12 numéros en France, sera de 25 euros.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.